

**SANTÉ FINANCIÈRE DES ENTREPRISES...**

On relève (enfin) un peu la tête !



**P**ourquoi diable passer son temps à ausculter des chiffres, pourrait-on se demander, si l'on n'avait pas, quelque part en tête, l'envie de dresser de temps à autre une sorte d'état des lieux de la situation économique qui est la nôtre ?

Oui, au fond, pourquoi se plonger dans des analyses aussi complexes, sinon pour en tirer des leçons et, au moins, comprendre ce que l'on vit et où l'on va...

Et puis, c'est le propre de l'homme que d'essayer d'appréhender les choses par la voie empirique...

En l'occurrence, au sein d'une institution qui se veut proche du terreau entrepreneurial, proche de ceux qui risquent, de ceux qui gagnent, de ceux qui se ratent aussi hélas, cette plongée au cœur même des réalités est à la fois édifiante et/ou salvatrice, voire parfois catastrophique. Elle permet en tout cas de mieux comprendre... parce que l'on s'est mieux documenté, y compris dans notre chef.

Du coup, le moment venu, on sera aussi plus fort pour apporter un point de vue éclairé, des conseils avisés, des solutions irréfutables, si pas « le » regard unique. Ne riez pas, beaucoup d'entre vous entrevoient les visites sur le sujet en nos murs comme telles. Parce que le patron, nez dans le guidon, comme on dit, ne voit pas nécessairement que le bateau commence à couler, que les chiffres sont mauvais ou pas suffisamment bons, que la rentabilité n'y est pas (ou plus), pas plus qu'il n'est toujours à même de sentir l'opportunité ou la chance qui se profile...

Savez-vous que de nombreux patrons ne connaissent pas leur positionnement par rapport à la concurrence, qu'ils n'identifient pas forcément leurs forces et leurs faiblesses, qu'ils ne prennent pas le temps de se poser pour affiner leur stratégie, pour trouver des niches porteuses, pour investiguer dans leur métier... pour s'ouvrir l'esprit ?

Si l'on vous disait aussi, et c'est bien plus grave, que nos conseillers rencontrent encore couramment des entrepreneurs qui perdent de l'argent en bossant (sic), des indépendants qui gagnent moins que leurs

salariés (si, si !!), des entreprises qui feraient mieux de ne pas faire travailler « leurs gens »... parce que ceux-ci coûtent plus qu'ils ne rapportent (donc « plus elles vendent, plus elles perdent !!! »), bref des patrons qui n'ont pas une vue suffisamment claire sur leurs affaires, confondant parfois sans s'en rendre compte chiffre d'affaires et marge, mélangeant caisse pro et portefeuille privé, se perdant entre le cash-flow et le bénéfice, ne maîtrisant aucunement la hauteur de leurs crédits, ne sachant parfois même pas calculer un prix de revient ou le coût du personnel.

Nous sommes là pour vous aider, bien sûr, mais ce n'est pas nécessairement simple à mettre en œuvre. Cette étude a pour objectif de vulgariser quelque peu les données dont nous disposons, en espérant que chacun ira gratter, dans un deuxième temps, dans ses propres données... Pourquoi pas ?

Allez, je ne vais pas vous faire languir beaucoup plus : il semble, à la lecture des chiffres, qu'une amorce de reprise soit latente, voire déjà un peu réelle dans les données 2014, avec des indicateurs qui redeviennent verts, du genre fonds propres, investissements, emploi, bénéfices...

Bon, on n'en tirera pas de grandes conclusions en lettres d'or, la reprise n'étant ni homogène, ni étincelante... Mais, en optimistes que nous sommes, nous ne pouvions focaliser sur la noirceur alors que l'espoir semble enfin pouvoir revenir...



Christophe Hay  
Rédacteur en chef

La Chambre de commerce - organisme multisectoriel apolitique - accompagne donc les entreprises au quotidien pour les rendre sinon plus fortes au moins conscientes de leurs failles. En nos murs, on conseille les patrons aux différentes étapes de l'évolution de l'outil, comme on le prétend avec aplomb, depuis la création jusqu'à la transmission, en passant tantôt par les jolis pics de croissance, tantôt par les inévitables cycles de décroissance...

Une Chambre de commerce, comme nous l'entrevoions, ici, en Luxembourg belge, ne limite donc pas ses activités à quelques drinks, quelques conseils et l'un ou l'autre cursus formatif. Non, nous entendons notre travail en termes de plus-value et d'accompagnement quotidien des entreprises. C'est peut-être là notre succès, c'est peut-être là aussi que se niche la complicité qui nous

lie à nos entreprises. Nous sommes avec elles quand ça marche, bien sûr, mais nous ne leur tournons pas le dos quand des jours plus difficiles les assaillent. Et elles le savent, évidemment. Nous voyons donc passer pas mal de cas compliqués sur les trois étages de notre tour qui n'est pas - et ne sera jamais - une tour d'ivoire. Ici, on peut venir parler de ses problèmes, demander un regard neutre, montrer ses chiffres - même les plus mauvais - sans avoir peur du regard du pro. Notre différence se loge là, dans une relation de proximité qui rassure, soulage parfois, rebooste toujours.

Le Service d'accompagnement financier est, par là, un incontournable au sein de notre structure. Toujours proche du terrain, documenté et capable de pointer les failles à la lecture de « simples » bilans, ce service maîtrise, mieux que quiconque, les solutions pragmatiques à mettre en œuvre

pour entrevoir à nouveau la lueur, quitte à être radical. Au-delà, nos conseillers financiers sont aussi des « chercheurs » qui inscrivent leur travail dans l'analyse microéconomique, plongeant avec délectation dans les tableaux qui racontent tous une partie de l'histoire.

Bien sûr, on peut faire dire n'importe quoi (ou presque) à des chiffres ainsi collectés. Sauf que le sérieux de la Chambre de commerce est suffisamment reconnu que pour rejeter une telle réalité. Nous nous garderons toutefois d'être trop stricts quant aux conclusions, parce que tout est toujours dans la manière de réfléchir, les uns voyant systématiquement le verre à moitié plein, et les autres le calice bien trop vide.

La force de nos conseillers est qu'ils rencontrent quotidiennement des patrons, des indépendants, des managers, des hommes de chiffres et des

techniciens de terrain, bref des gens aux parcours multiples et aux fortunes diverses. Des patrons qui ont le nez dans le guidon, la tête dans leurs affaires. Des dirigeants qui omettent parfois de s'interroger sur leur rentabilité ou qui ne trouvent pas toutes les réponses à leurs questions dans leur cercle de référence. D'où des analyses ciblées et des plongées dans les chiffres précis des uns et des autres. Car le contexte économique actuel n'est pas toujours facile. Il est donc capital pour tout patron de s'interroger sur son « business model »... et sur sa manière de fonctionner en regard des autres professionnels dans son secteur d'activité.

### **Analyse de la santé financière des entreprises (26 secteurs d'activité)**

En 2013, consciente que « dormaient » en ses dossiers, des analyses de la situation économique propre à notre territoire, la Chambre de commerce a décidé de vulgariser une partie de ses connaissances, en toute neutralité et sous le sceau du secret de ses sources et chiffres bien sûr. L'idée était de mettre ses compétences à disposition de l'ensemble de ses membres, en leur apportant son expertise de l'analyse financière de l'économie locale, chaque indépendant et patron, ou presque, étant évidemment concerné. En est donc sortie une « étude » approfondie quant à la santé des secteurs parmi les plus représentés chez nous, ici, en province de Luxembourg.

Pour faire court, nous dirons que le but de cette étude était de comparer l'évolution de ratios financiers des dernières années pour différents secteurs d'activité. Un but que nous poursuivons avec le même entrain tant les échos quant à ce travail ont été bons. Cette année, nous avons choisi de passer en revue les chiffres de 26 secteurs d'activité, tant au niveau national, qu'à l'échelle de la province de Luxembourg, histoire d'être le plus complet possible.

Les secteurs étudiés sont : alimentation commerce, automobile distribution, bois industrie, bois négoce, boulangeries pâtisseries, centres do it yourself, cimenteries, confection négoce, constructions entreprises générales, distribution/grandes surfaces, hôtels, imprimeries, installation sanitaire plomberie, installation chauffage, installation électricité, jardinage et aménagement de jardins, maisons de repos, matériaux de construction, menuiserie, pépinières, pompes funèbres, restaurants et cafés, trans-

port général, travaux publics routiers, viande industrie, viande commercialisation.

Une large enquête donc avec, dans un second temps, un focus sur un secteur particulièrement touché. En 2013, nous avions analysé les chiffres du secteur horeca, une étude suivie, en 2014, par un zoom sur les entreprises de la construction, orientation gros œuvre. Cette année, nous nous sommes intéressés aux garages, à la fois très présents sur notre territoire et déjà, plutôt souffrants dans l'ensemble en 2012. Notre dernière étude laissait d'ailleurs apparaître des pertes dans plus de 40 % des cas, ce qui nous avait largement interpellés.

Notre choix méthodologique a été de comparer l'évolution des ratios pour les différents secteurs cités ci-dessus. À charge pour nous, vous l'aurez compris, d'identifier ceux qui ont pu sortir leur épingle du jeu ces 3 dernières années et, a contrario, les secteurs qui souffrent le plus...

Pour notre étude, nous avons utilisé les comptes annuels des entreprises personnes morales à la Banque nationale de Belgique. Nous avons analysé les chiffres des années 2011, 2012, 2013 et 2014, ce qui offre un spectre de réflexion correct. Toutefois, la bonne ou la mauvaise santé de certains très bons ou très mauvais « élèves » pouvant biaiser les chiffres, nous avons décidé de partir sur des données relativement comparables et fiables année après année. C'est le cas avec les valeurs médianes, plutôt qu'avec les moyennes, qui reflètent davantage la tendance du secteur (si un secteur compte 100 entreprises, le bénéfice médian du secteur va par exemple être le bénéfice de la 50<sup>e</sup> entreprise du secteur. Ce sera vrai année après année !)

### **La province mise en perspective... par rapport au national**

Pour mieux se situer sur un quelconque échiquier, il va sans dire qu'il convient d'en savoir sur les autres. Nous sommes donc partis sur l'idée d'analyser l'évolution d'une série de ratios, secteur d'activité par secteur d'activité, au niveau national et provincial. Pour ce faire, nous avons opté pour des données nous paraissant les plus parlantes dans l'absolu. Et, notons-le d'emblée, parce que c'est une nouvelle encourageante, les chiffres font état d'une certaine reprise en 2014, une réalité qui touche autant le niveau national que le provincial d'ailleurs. Nous noterons ainsi que plusieurs indicateurs vont, à ce sujet,

dans le bon sens, qu'il s'agisse des fonds propres, des investissements, de l'emploi, des bénéficiaires...

Cependant, ne nous gaussons pas ! La reprise n'est pas homogène, certains secteurs restant encore, hélas, (très) en souffrance, ce qui est le cas notamment pour les entreprises actives dans le commerce d'alimentation, dans l'industrie du bois ou dans les travaux routiers, autant de secteurs où nous enregistrons, à l'échelle provinciale, plus d'entreprises en perte en 2014 qu'en 2013 ! Cela étant, on sent donc une légère reprise. Plongeons-nous dans les chiffres...

### **Alors, nos entreprises, plus ou moins fortes qu'en 2013 ?**

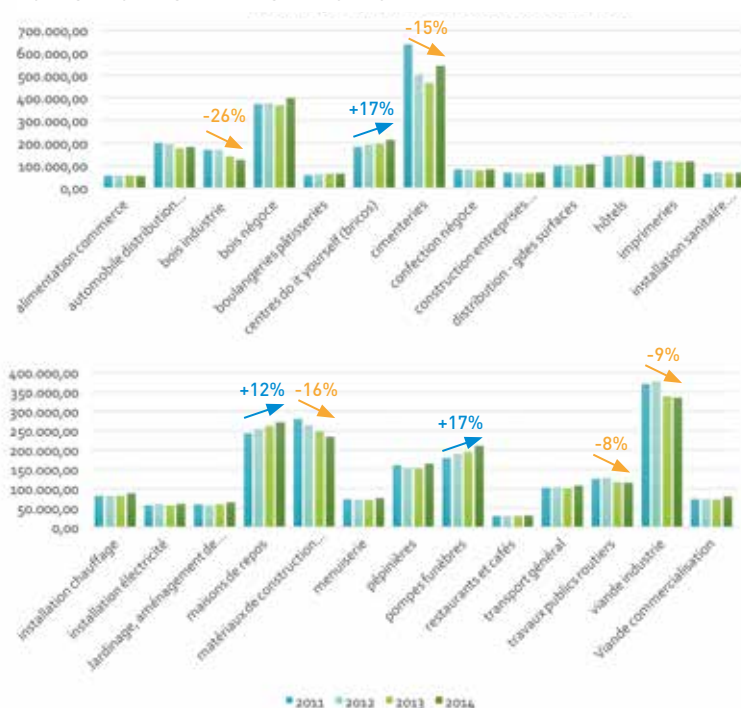
Pour répondre à cette question, somme toute fondamentale quand même, nous avons analysé - et ce n'est pas un mince travail - les fonds propres médians nationaux et provinciaux d'une série de secteurs reprenant la configuration économique de la province et une bonne image de ce qu'est l'entrepreneuriat à l'échelle du pays. Pourquoi les fonds propres, nous direz-vous ? Tout simplement parce qu'ils sont révélateurs de la solidité des entreprises. En effet, on considère que plus les fonds propres de l'entreprise sont importants (solides !), plus l'entreprise elle-même est forte par rapport à ses créanciers extérieurs. Et pour cause, on considère généralement que si une entreprise va bien, logiquement, elle fait aussi du bénéfice. Donc, elle augmente ses fonds propres année après année. L'analyse de ce point précis, parmi les chiffres de nos entreprises, laisse apparaître, au niveau national, qu'entre 2011 et 2014, 17 secteurs sur 26 avaient vu leurs fonds propres médians augmenter... ce qui en soi était déjà un résultat intéressant. Une bonne nouvelle corroborée par l'analyse de l'évolution entre 2013 et 2014 qui montre, quant à elle, que l'exercice étudié est encore meilleur s'agissant des fonds propres puisque ce sont cette fois 20 secteurs sur 26 qui font état, au sortir de notre analyse, d'une augmentation. Les seuls 6 secteurs qui voient leurs fonds propres médians diminuer en 2014 étant le commerce d'alimentation, l'industrie du bois, les hôtels, les négoce en matériaux de construction, les travaux publics et routiers et l'industrie de la viande. Une réalité que nous retrouvons aussi au niveau de la province de Luxembourg où, analyse faite, quasi 1 entreprise sur 3 avait des fonds propres négatifs dans les secteurs des restaurants, cafés et

confection/ négoce en 2014. Pour les boulangeries-pâtisseries et les hôtels, le rapport était de 1 sur 4 ! On se rappellera qu'une entreprise a des fonds propres négatifs lorsque le montant de ses dettes est plus important que le montant de ses actifs.

**AU NIVEAU NATIONAL :**

- > Entre 2011 et 2014, 17 secteurs sur 26 ont vu leurs fonds propres médians augmenter...
- Entre 2013 et 2014, 20 secteurs sur 26 ont vu leurs fonds propres augmenter.
- > Les seuls 6 secteurs qui voient leurs fonds propres médians diminuer en 2014 sont : le commerce d'alimentation, l'industrie du bois, les hôtels, les négoce en matériaux de construction, les travaux publics et routiers et l'industrie de la viande.

**FONDS PROPRES MÉDIANS NATIONAUX**



**Le niveau du total des actifs, année après année ...**

Entre 2011 et 2014, 22 secteurs sur 26 ont vu le total de leurs actifs diminuer au niveau national. En général, une diminution des actifs est due soit à une diminution des investissements, soit à une diminution de l'actif circulant (stocks, créances...) souvent liée à une diminution des activités.

Les secteurs les plus touchés par cette diminution sont : l'automobile distribution-garages (-12%), les travaux publics routiers (-12%), le bois industrie (-14%), les imprimeries (-15%), les cimenteries (-15%), les matériaux de construction négoce (-18%).

Au contraire, les 3 seuls secteurs qui ont vu le total de leurs actifs augmenter sur cette période sont : les pompes funèbres (+10%), les centres «do it yourself» (+ 4%) et les maisons de repos (+4%).

**Province de Luxembourg 2014**

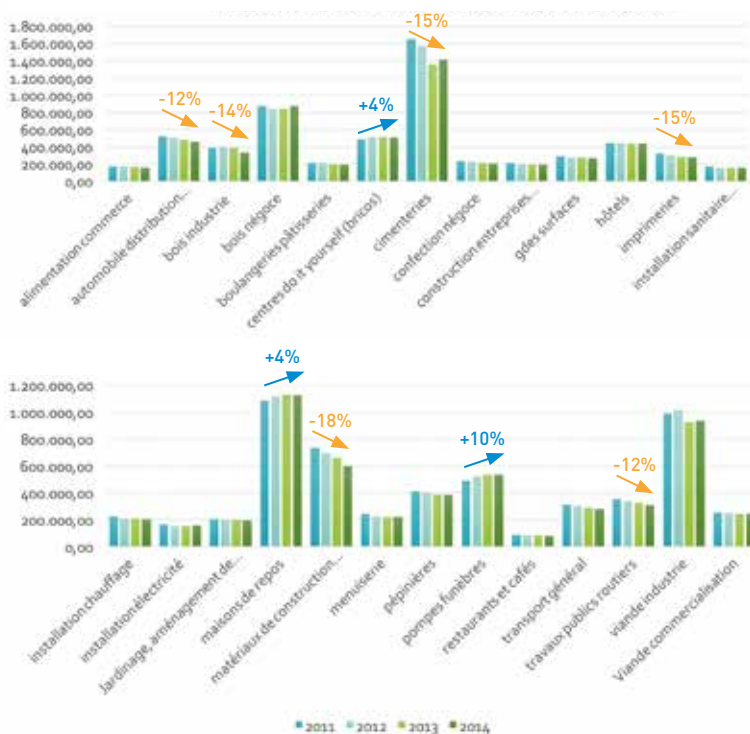
% Fonds propres négatifs

restaurants et cafés	32,28%
confection négoce	27,98%
boulangeries pâtisseries	26,90%
hôtels	26,01%
distribution - gdes surfaces	22,93%
alimentation commerce	22,48%
Viande commercialisation	19,40%
imprimeries	16,39%
Jardinage, aménagement de jardins, fleurs et plantes	16,37%
automobile distribution garage	15,55%
maisons de repos	14,86%
centres do it yourself (bricos)	14,81%
pépinières	12,57%
transport général	12,49%
matériaux de construction négoce	11,92%
viande industrie	11,90%
construction entreprises générales	11,86%
bois industrie	11,53%
bois négoce	10,85%
menuiserie	10,64%
travaux publics routiers	10,43%
cimenteries	9,71%
installation électricité	9,31%
installation sanitaire plomberie	7,91%
installation chauffage	6,28%
pompes funèbres	5,75%
<b>Total</b>	<b>15,35%</b>

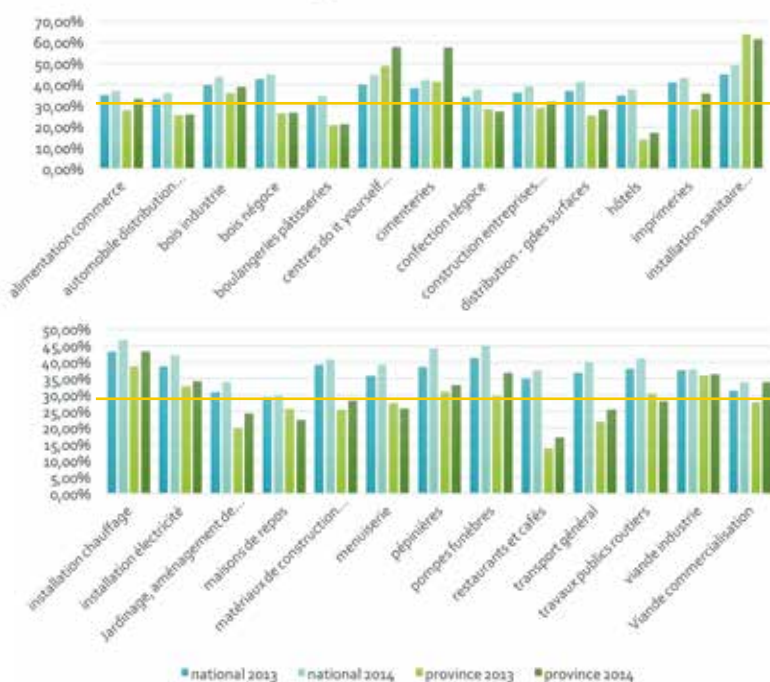
<<< Une entreprise a des fonds propres négatifs lorsque le montant de ses dettes est plus important que le montant de ses actifs.

Sur base du tableau ci-contre, nous voyons qu'en 2014, au niveau de la province de Luxembourg, quasi 1 entreprise sur 3 avait des fonds propres négatifs dans les secteurs de restaurants, cafés et confection/ négoce. Pour les boulangeries-pâtisseries et les hôtels, on était alors à 1 sur 4 !

## TOTAL DE L'ACTIF MÉDIAN AU NIVEAU NATIONAL



## DEGRÉ DE SOLVABILITÉ MÉDIAN



En 2014, l'investissement moyen tous secteurs confondus arrive à 18 500 €. Cette augmentation peut sembler faible dans l'absolu, mais elle met fin à une période de constante diminution.

## L'indépendance financière rend l'outil moins fragile...

Aussi appelé solvabilité, le degré d'indépendance financière n'est jamais anodin dans les chiffres d'une entreprise puisqu'il détermine la réelle solidité de celle-ci, donc son aptitude à faire face à ses engagements à court et long termes. Côté calcul, soulignons que nous obtenons ce ratio en divisant les fonds propres par le total du passif. Sachant qu'en général, on admet qu'une entreprise fait montre d'un degré d'indépendance financière raisonnable à environ 30 %, le degré médian national est ici encore rassurant puisqu'il est passé de 37 % en 2013 à 40 % en 2014, la province augmentant dans les mêmes proportions de 29 à 33 % même si le pourcentage reste toujours assez inférieur à la médiane nationale.

> Ce qui nous informe donc quant à la capacité de l'entreprise à faire face à l'ensemble de ses engagements (à court et long termes). En général, une entreprise aura un degré d'indépendance financière raisonnable à environ 30 %.

## Les investissements reprennent légèrement, mais la confiance n'est pas totale...

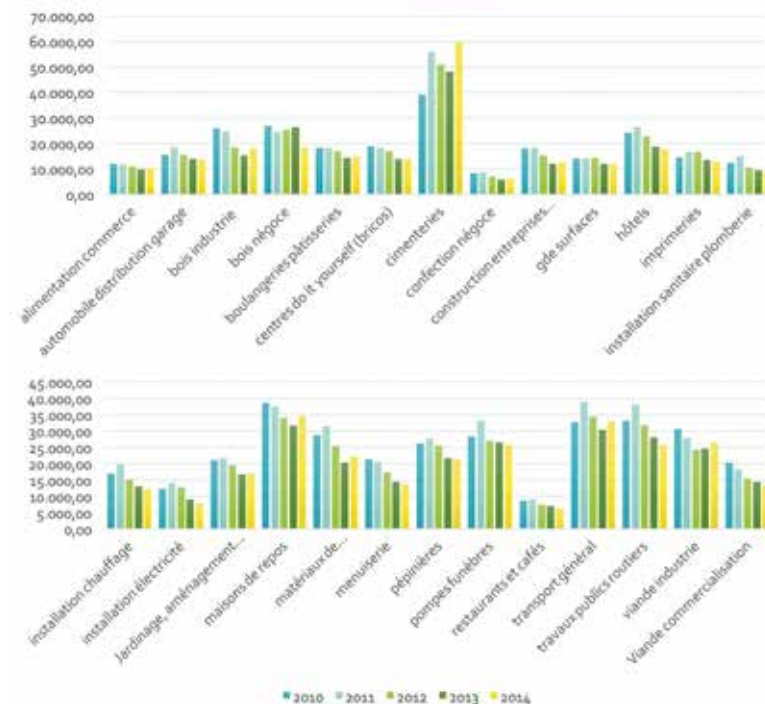
On sait que la confiance est un élément, peut-être irrationnel (quoique), qui en dit long sur les espoirs et, surtout, sur le potentiel que suppose et attend l'investisseur. Il est donc (souvent) utile d'analyser le taux d'investissement et les investissements eux-mêmes pour mieux saisir si la phase est pour l'heure (ou non)... croissante ! En l'espèce, on constate que si les trois dernières années (2011-2013) avaient vu l'investissement médian, tous secteurs confondus, diminuer, passant de 23.000 à 20.000... pour atteindre 18.000 euros seulement en 2013, il a (enfin) rebondi en 2014. Faiblement, d'accord, mais en ces temps de disette le plus léger rebond est une information positive. Bon, en passant de 18.000 à 18.500 euros, on ne peut pas franchement parler d'une folle envolée des investissements. Mais 2014 met fin à une trop longue période de diminution, amenant nos patrons à toujours moins investir, sans doute par peur. Cette augmentation peut sembler faible dans l'absolu, mais elle met fin à une période de constante diminution. Bémol quand même, la

moitié seulement des secteurs étudiés font état d'une hausse des investissements en 2014, la plupart des secteurs restant au fond à un niveau inférieur à 2011.

l'industrie de la viande (+27,24 %) et les maisons de repos (+9,06 %). Mais sont-ce là des secteurs majeurs, et porteurs de tant d'emplois, dans notre économie?

Les entreprises investissaient 16,46% de leur marge brute en 2010 comparé à 17,43% en 2011, 15,52% en 2012, 14,49% en 2013 et 13,40% en 2014.

#### INVESTISSEMENT MÉDIAN EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NATIONAL)

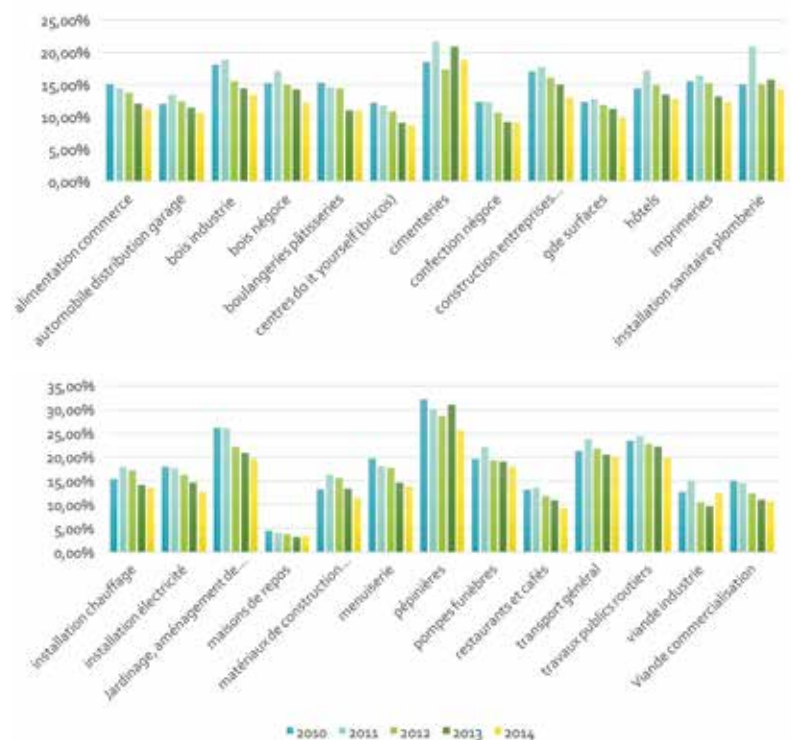


Ce qui se vérifie aussi dans le taux d'investissement des entreprises, soit la part de la marge brute que le patron consacre à des nouveaux investissements année après année, une autre preuve, s'il fallait, que la confiance du patronat reste ébranlée et que l'argent réinjecté dans l'outil se fait soit au compte-gouttes, soit dans certaines branches seulement. À l'échelle du pays, on note ainsi que le taux d'investissement n'a cessé de chuter ces dernières années, tombant d'un point tous les ans depuis 2011 : 16 % en 2010, 17 % en 2011, 15 % en 2012, 14 % en 2013 et 13 % en 2014. Pour l'année qui nous occupe, même si les investissements ont effectivement progressé par rapport à 2013, nous pointerons que la part de la marge brute qui y était consacrée a continué à diminuer. En d'autres termes, les marges brutes étaient plus élevées en 2014 mais, pour 100.000 euros de marge, on consacrait encore 14.000 euros à des nouveaux investissements en 2013 contre 13.000 seulement un an plus tard. Les patrons sont donc de plus en plus prudents... ou attentistes, si ce n'est déçus ou dépités, puisque deux malheureux secteurs ont vu leur taux d'investissement augmenter en 2014 :

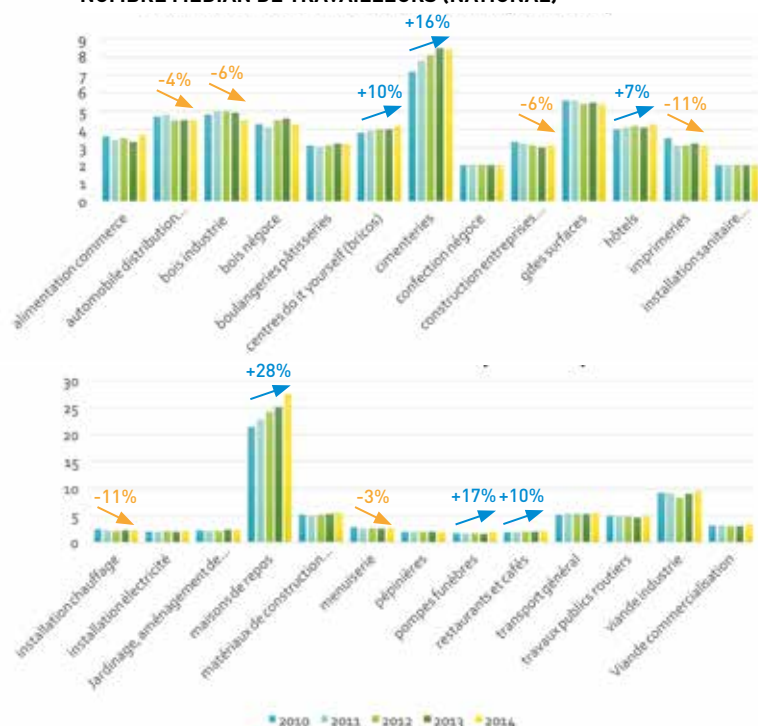
#### Et l'emploi dans tout ça...

Ces réflexions, pour pertinentes qu'elles soient, nous amènent à réfléchir sur les chiffres de l'emploi au sein de nos entreprises. Quid donc du nombre médian de travailleurs ? Quid aussi du poids du poste personnel sur les finances de « l'outil » entreprise ? Si, comme nous le soulignons lors de notre précédente étude, le nombre médian de travailleurs était resté relativement stable à l'échelle nationale en moyenne entre 2010 et 2012, on note une augmentation plus nette si l'on se projette sur quatre ans. Ainsi, au niveau national, entre 2010 et 2014, le nombre médian de travailleurs a augmenté dans 54 % des secteurs ! Avec, notamment, des filières qui vont bien et qui ont beaucoup engagé, c'est le cas par exemple des maisons de repos, des pompes funèbres et des cimenteries. À l'inverse, on pointera quand même que d'autres branches très importantes, comme la menuiserie, les garages et la construction (entreprises générales), ont subi la plus grosse diminution d'effectif en 5 ans.

#### Taux d'investissement médian (national)



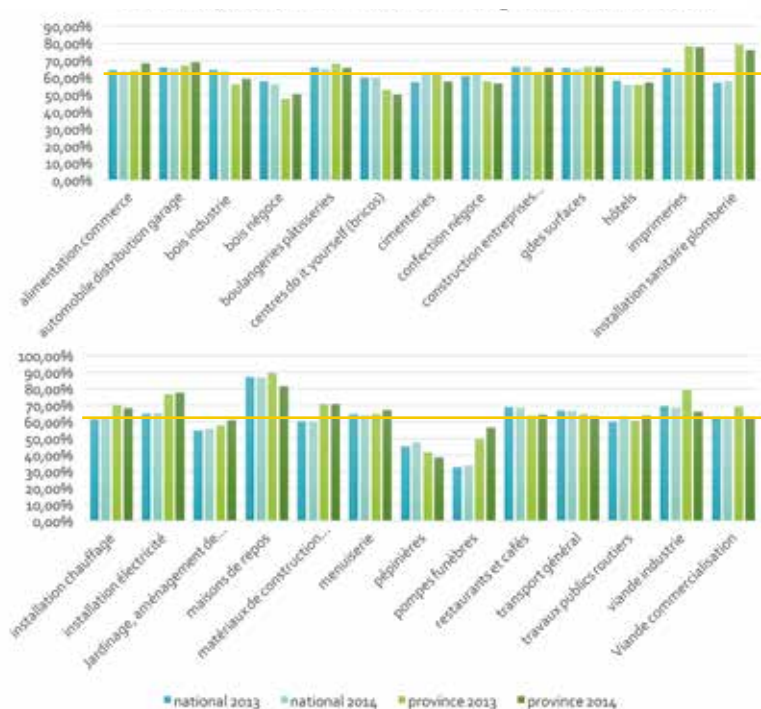
## NOMBRE MÉDIAN DE TRAVAILLEURS (NATIONAL)



## POIDS DES FRAIS DE PERSONNEL EN POURCENTAGE DE LA MARGE BRUTE (MÉDIANE NATIONALE POUR LES 26 SECTEURS ÉTUDIÉS)

2010	2011	2012	2013	2014
58,44%	58,91%	60,95%	61,93%	62,04%

## FRAIS DE PERSONNEL EN POURCENTAGE DE LA MARGE BRUTE (MÉDIANE)



## POURCENTAGE D'ENTREPRISES AYANT DES FRAIS DE PERSONNEL SUPÉRIEURS À LA MARGE

## 2014 - PROVINCE DE LUXEMBOURG

Bois négoce	18,18%
Viande industrie	14,29%
Matériaux de construction négoce	13,64%
Jardinage, aménagement de jardins, fleurs et plantes	12,20%
Installation électricité	11,90%
Confection/négoce	11,36%
Restaurants et cafés	10,09%
Cimenteries	10,00%
Viande commercialisation	9,38%
Installation sanitaire plomberie	9,09%
Centres "do it yourself" (bricos)	7,14%
Hôtels	6,98%
Alimentation commerce	6,67%
Maisons de repos	6,25%
Transport général	6,12%
Travaux publics routiers	5,77%
Automobile distribution garage	5,62%
Installation chauffage	5,26%
Menuiserie	5,26%
Distribution - grandes surfaces	5,13%
Pépinières	5,08%
Construction entreprises générales	3,72%
Boulangeries pâtisseries	2,22%
Bois industrie	0,00%
Imprimeries	0,00%
Pompes funèbres	0,00%

Quand on connaît la qualité des salariés belges, il y a de quoi s'inquiéter quant aux compétences, savoir-faire et autres valeurs qui ont, de la sorte, perdu de leur superbe. On le sait, le personnel est souvent la valeur principale de nos entreprises, partie prenante du développement et principal moteur du déploiement économique. Mais le personnel belge coûte cher, trop cher, tout le monde peut le dire, y compris, voire sans doute surtout, les patrons. La Belgique arrive, on le sait, tout en haut des statistiques quand il s'agit de mesurer le coût horaire des salariés. Et pourtant, les entreprises doivent bien engager. Or, en analysant les frais de personnel par rapport à la marge, ce qui en dit plus que long sur la part de la marge brute consacrée au paiement des salaires, on s'étouffe presque avec horreur de constater que personne ne coupe à la progression constante. Sur ces cinq dernières années, presque tous les secteurs ont ainsi vu le poids des frais de personnel par rapport à la marge augmenter. À tel point que nous avons, en 2014, franchi la barre des 62 % (62,04 % pour être précis !). On soulignera avec une (petite) pointe de satisfaction que la province de Luxembourg a connu une diminution de la quote-part des frais de personnel en 2014. Cette correction n'est cependant pas suffisante tout de même puisqu'on reste chez nous avec une quote-part de frais de personnel supérieure à la moyenne nationale (63,93 % de frais de personnel en pourcentage de la marge brute en 2014 contre 62,04 % au niveau national.)

En analysant la proportion des entreprises qui enregistrent des frais de personnel supérieurs à la marge, nous remarquons toutefois que certains secteurs sont plus touchés que d'autres. Pour le secteur du négoce en bois, cela représente presque 1 entreprise sur 5 ! D'autres secteurs sont aussi particulièrement touchés, tels que l'industrie de la viande (14,29 % des entreprises dans le cas) ou encore le négoce en matériaux de construction (13,64 % des entreprises). Aïe, aïe, aïe !

### Et si l'on parlait bénéfice!

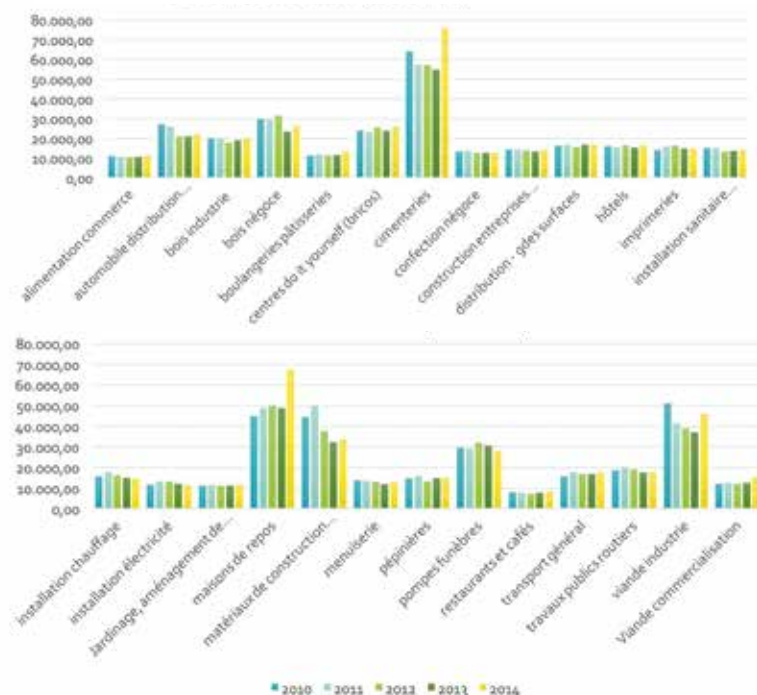
Arrêtons-nous quand même sur une nouvelle qui fait plaisir : le bénéfice médian, au niveau national, a progressé dans 20 secteurs sur 26 en 2014. Cela ne s'est pas tout à fait vérifié à l'échelle provinciale, qui n'enregistre une augmentation du bénéfice médian que pour 16 secteurs sur 26 entre 2013 et 2014, mais ce qui est pris est pris, les centres du type « do it yourself » enregistrant même, chez nous, un bénéfice médian supérieur aux chiffres du national. À l'opposé, la situation des hôtels provinciaux continue de préoccuper. Pour rappel, avec un bénéfice médian négatif en 2013, la situation n'avait pas manqué de nous interpeller au point de nous pousser à mettre en place des outils d'analyse au sein du Comptoir hôtelier du Luxembourg belge. Avec un bénéfice médian passant désormais à 2.527 euros en 2014, ce qui, avouez-le, est plus que faible, la situation s'amé-

liore lentement même si tout reste à faire ! Dans l'ensemble, on remarque quand même que l'économie a repris un peu de couleurs entre 2013 et 2014, une diminution notable du nombre des entreprises en perte mettant du baume au cœur des analystes que nous sommes et de tous ceux qui oeuvrent au-devant ou à l'arrière de la scène « éco » luxembourgeoise. En un an, donc entre 2013 et 2014, la diminution du nombre des entreprises en perte mérite d'être épinglée, d'autant qu'elle concerne tous les secteurs. Le pourcentage d'entreprises en perte, dans les secteurs étudiés, se chiffrait en moyenne à 36,37 % pour l'exercice 2013. Ce pourcentage n'est plus que de 33,39 % pour 2014 ! Évidemment, cela signifie qu'en moyenne, dans les 26 secteurs étudiés, une entreprise sur trois faisait encore des pertes... mais il y a déjà un mieux. D'autant qu'en analysant les chiffres, secteur par secteur, à l'échelle du Luxembourg belge, des réalités posent quand même question. Il apparaît ainsi, par exemple, que 56 % des hôtels, 50 % des imprimeries,

48 % des restaurants et cafés ou encore 47 % des maisons de repos étaient en perte en 2013. Heureusement, nous l'avons dit, 18 secteurs sur 26 ont vu leur proportion d'entreprises en perte diminuer entre 2013 et 2014. Mais il n'en demeure pas moins que des secteurs souffrent sans discontinuer, c'est le cas, entre autres, de l'alimentation/commerce (avec 33 % d'entreprises de plus en perte), le bois industrie (avec 29 % d'entreprises de plus en perte) ou encore les travaux publics routiers (avec 21 % d'entreprises de plus en perte) entre 2013 et 2014.

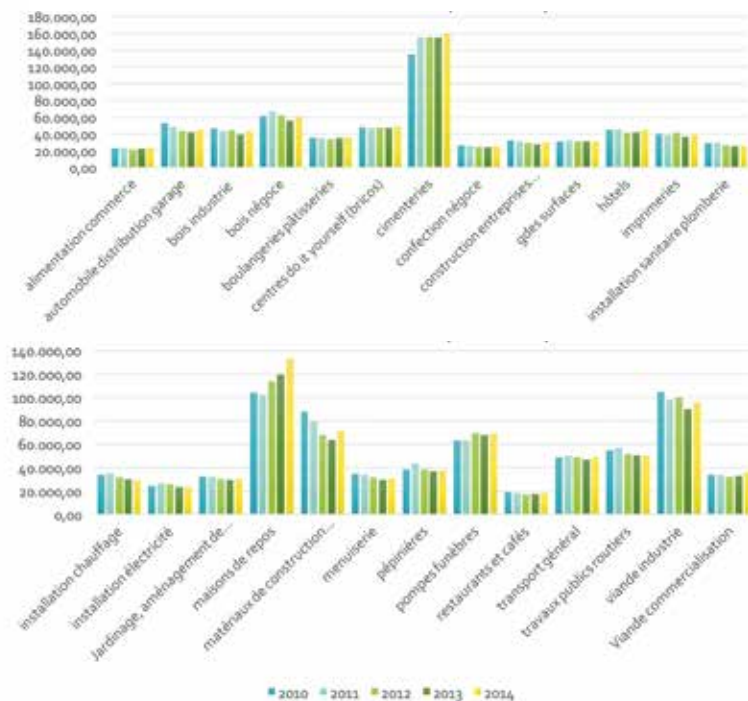
> Au sein de la province, entre 2013 et 2014, il y a eu une diminution du nombre des entreprises en perte, tous secteurs confondus. Pour les 26 secteurs étudiés, nous notons une perte en moyenne dans 36,37 % des entreprises en 2013. Ce pourcentage passe à 33,39 % en 2014 !

### BÉNÉFICE MÉDIAN (NATIONAL)



PROVINCE DE LUXEMBOURG	% perte (2013)	% enperte (2014)	Evolution
Alimentation commerce	29%	38%	33%
Automobile distribution garage	39%	37%	-5%
Bois industrie	29%	37%	29%
Bois négoce	37%	39%	6%
Boulangeries pâtisseries	45%	35%	-23%
Centres do it yourself (bricos)	28%	26%	-7%
Cimenteries	40%	36%	-9%
Confection négoce	40%	38%	-4%
Construction entreprises générales	32%	28%	-12%
Distribution - grandes surfaces	33%	26%	-22%
Hôtels	56%	43%	-23%
Imprimeries	50%	31%	-38%
Installation sanitaire plomberie	44%	43%	-2%
Installation chauffage	34%	23%	-33%
Installation électricité	34%	33%	-2%
Jardinage, aménagement de jardins, fleurs et plantes	37%	43%	19%
Maisons de repos	47%	35%	-26%
Matériaux de construction négoce	37%	43%	16%
Menuiserie	30%	27%	-10%
Pépinières	27%	32%	19%
Pompes funèbres	12%	13%	6%
Restaurants et cafés	48%	45%	-7%
Transport général	37%	31%	-16%
Travaux publics routiers	26%	32%	21%
Viande industrie	41%	28%	-33%
Viande commercialisation	36%	27%	-23%
% en perte moyen dans les secteurs	36,37%	33,39%	-8,22%

## CASH-FLOW MÉDIAN (NATIONAL)



## Le cash-flow

Autre donnée sur laquelle le patron raisonne avec beaucoup d'intérêt : le cash-flow. Autrement dit, le bénéfice de l'exercice auquel on additionne les charges non décaissées de l'entreprise, c'est-à-dire les amortissements, les réductions de valeur et provisions. C'est un élément qui en dit long sur la qualité de l'entreprise et son positionnement. Notez ici, qu'en analysant la Belgique dans son ensemble, 23 secteurs sur 26 ont vu leur cash-flow médian augmenter entre 2013 et 2014. Précision importante toutefois, seuls 7 secteurs sur les 26 ont cependant un cash-flow médian 2014 supérieur à celui de 2010. Eh oui, les chiffres doivent toujours être analysés jusqu'au bout ! Du coup, il appert que les bons chiffres 2014 demeurent en-deçà des résultats du passé, la chute des quatre dernières années n'ayant pas (encore) permis de rattraper les cash-flows 2010 (les montants actuels étant toujours en moyenne 2 % inférieurs à ceux d'il y a quatre ans!). En comparant le cash-flow de 2010 à celui de 2014 plus en détail, nous pointerons parmi les 7 secteurs qui ont vu leur cash-flow s'améliorer : les maisons de repos (+28,09 %), les cimenteries (+18,65 %) ou encore les pompes funèbres

(+9,67 %). Heu, nous ne passerons pas sous silence la réalité de l'analyse sur le reste : 19 autres secteurs ayant quant à eux vu leur cash-flow se détériorer sur la même période ! Une vérité qui s'est peu ou prou vérifiée à l'analyse des données provinciales, même si chez nous 14 secteurs sur 26, soit 54 % de l'ensemble, ont vu leur cash-flow grimper (même un peu) en 2014.

Comme nous l'avons vu plus haut pour l'analyse du bénéfice médian, de moins en moins d'entreprises ont dégagé, tous secteurs confondus, un bénéfice négatif. Cette tendance se reflète aussi dans l'analyse du cash-flow. En effet, de moins en moins d'entreprises, tous secteurs confondus, ont dégagé un cash-flow négatif sur la période 2013/2014. La moyenne est passée de 17,25 % en 2013 à 14,99 % en 2014.

Par contre, pour la période 2013/2014, 9 secteurs sur les 26 ont vu leur proportion d'entreprises ayant un cash-flow négatif augmenter. Le secteur des travaux publics routiers a doublé sa proportion d'entreprises dégageant un cash-flow négatif (cela concernait 5 entreprises en 2013. Elles sont désormais 10 en 2014, soit une augmentation de 110,96 %). Le secteur du jardinage n'est pas en reste non plus (passant de 7 entreprises ayant un cash-flow négatif en 2013 à 13 entreprises en 2014).

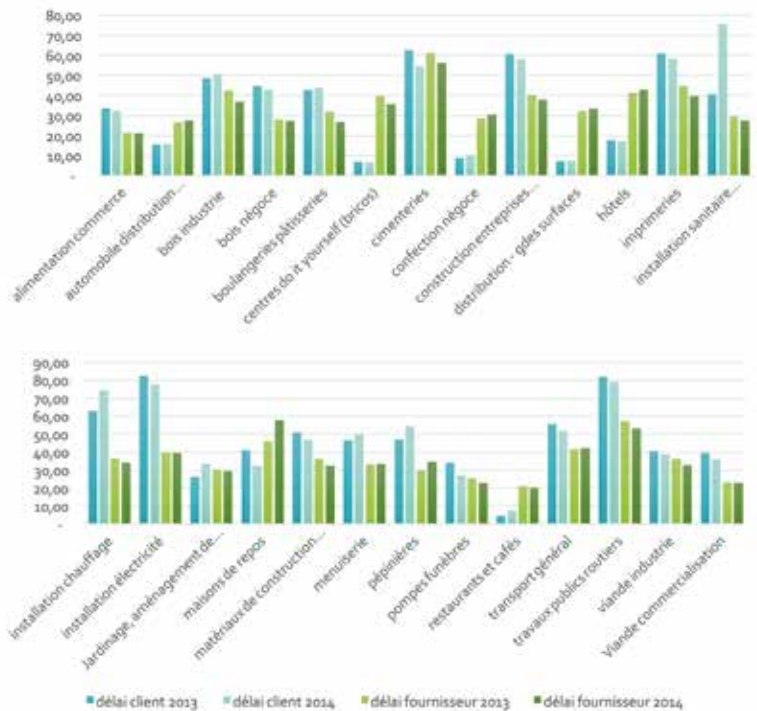
PROVINCE DE Luxembourg : Pourcentage des entreprises en cash-flow négatif	2013	2014	évolution
Alimentation commerce	12%	15%	23%
Automobile distribution garage	22%	14%	-34%
Bois industrie	14%	12%	-13%
Bois négoce	26%	22%	-16%
Boulangeries pâtisseries	12%	8%	-33%
Centres do it yourself (bricos)	15%	15%	3%
Cimenteries	20%	18%	-9%
Confection négoce	21%	22%	7%
Construction entreprises générales	15%	11%	-22%
Distribution - gdes surfaces	16%	15%	-6%
Hôtels	19%	17%	-13%
Imprimeries	19%	13%	-33%
Installation sanitaire plomberie	31%	14%	-54%
Installation chauffage	18%	9%	-47%
Installation électricité	22%	20%	-8%
Jardinage, aménagement de jardins, fleurs et plantes	13%	25%	82%
Maisons de repos	21%	25%	19%
Matériaux de construction négoce	22%	11%	-52%
Menuiserie	16%	12%	-25%
Pépinières	10%	13%	39%
Pompes funèbres	6%	6%	6%
Restaurants et cafés	21%	22%	3%
Transport général	14%	10%	-28%
Travaux publics routiers	6%	14%	111%
Viande industrie	18%	17%	-6%
Viande commercialisation	20%	9%	-55%
	17,25%	14,99%	

### Le délai de paiement clients et fournisseurs :

Lorsque nous mettons côte à côte le délai de paiement clients et fournisseurs pour la période 2013-2014, nous remarquons que la diminution du délai de paiement fournisseurs n'a pas été répercutée sur le délai de paiement client (celui-ci ayant augmenté de 4% entre 2013 et 2014).

Pour les 26 secteurs étudiés, le délai de paiement clients moyen passe ainsi de 41,01 jours en 2013 à 41,73 jours en 2014. Le délai de paiement fournisseurs passe quant à lui de 35,64 jours en 2013 à 34,67 jours en 2014. ■

### DÉLAIS DE PAIEMENT : 2013 - 2014



## « L'optimisme ne signifie pas qu'il faut rester béat ! »



Régulièrement, la Chambre de commerce et d'industrie du Luxembourg belge s'intéresse à des sujets qui préoccupent les entreprises via ses conseillers et publie des dossiers thématiques qui aident à approfondir les choses, voire à s'interroger sur le bien-fondé des décisions et choix stratégiques. Dernièrement, elle a dressé une analyse de la santé financière des entreprises de la province, un travail ardu et fouillé qui méritait assurément l'avis de la Direction Economie de la province. Bernard Moinet, Député provincial en charge de l'Economie, nous fait part de sa lecture de ce dossier...

**Entreprendre : Monsieur le Député, que vous inspire l'analyse de la santé financière des entreprises que la Chambre vient de réaliser ?**

**Bernard Moinet :** Même si elle montre une amélioration dans certains secteurs plus porteurs, cette analyse doit nous appeler à la vigilance. Il est effectivement notoire que certains secteurs souffrent et qu'ils auront besoin de soutien. Je ne rappellerai plus les chiffres interpellants du secteur garage ou des travaux publics.

**Entreprendre : Pensez-vous que l'on puisse réellement être optimiste à la lecture de la légère embellie constatée, et encore pas partout ?**

**Bernard Moinet :** L'optimisme doit toujours être de mise, sans quoi il est difficile d'évoluer et de se lancer en affaires. Mais l'optimisme ne signifie pas qu'il faut rester béat ! La concurrence est rude et la mondialisation de l'économie influence bon nombre de résultats. En d'autres mots, nous sommes souvent dépendants de décisions prises par d'autres.

**Entreprendre : Quels conseils donner à des entrepreneurs en activité ou à des porteurs de projets ?**

**Bernard Moinet :** Je leur conseille surtout de bien s'entourer. Ils doivent prendre conseil auprès d'organismes référents, comme leurs chambres patronales, leur fédération professionnelle ou encore auprès d'autres organismes comme la Chambre de commerce, par exemple. Je recommande également de veiller à une

bonne formation du personnel qui accompagne l'entrepreneur chaque jour et peut apporter la qualité de la production. Une qualité qui est gage de croissance pour une entreprise.

**Entreprendre : La part des frais de personnel en pourcentage de la marge brute a eu tendance à augmenter ces derniers temps. Par rapport à nos pays voisins, nous souffrons d'un coût salarial plus élevé. Que pensez-vous des réductions de charges patronales prévues dans le « tax shift » ?**

**Bernard Moinet :** La part frais de personnel a en effet augmenté par rapport à la marge brute. J'estime que la réduction des charges patronales devrait apporter un plus aux entreprises. Je constate aussi que la différence de coût salarial par rapport aux pays voisins diminue, ce qui peut constituer une très bonne chose pour notre économie.

**Entreprendre : Que pensez-vous que 2016 nous réserve en matière de santé des entreprises ?**

**Bernard Moinet :** Si j'en crois le rapport du Bureau du plan, la croissance PIB pourrait atteindre les 1,6 % en 2016, la création d'emplois nette devrait s'accroître dans les trois régions et l'offre de travail wallonne devrait croître. Ces paramètres peuvent nous faire espérer des jours meilleurs. Ce ne sont toutefois que des rapports fragiles, restons donc vigilants... ■

## FOCUS 2014 : La santé financière secteur des garages

Santé financière des garages  
(vente, entretien et réparation - hors poids lourds)  
Une analyse au niveau national  
et en province du Luxembourg...



Comme c'est désormais devenu une tradition, nous avons choisi en cette fin d'année 2015 de mettre le focus en matière d'analyse des chiffres de nos entreprises sur un secteur particulier très représenté à l'échelle du territoire : les garages automobiles. Pourquoi les garages ? D'une part parce que ce secteur est un gros pourvoyeur d'emplois dans la province et, d'autre part, parce que la bonne santé passée semble aujourd'hui moins étincelante, au vu des chiffres collectés, depuis trois ans. Dans notre étude 2014, en effet, il apparaissait que si quelques locomotives semblaient tirer l'ensemble du train sans (trop) s'essouffler, confortant les données moyennes, les valeurs médianes renvoyaient, quant à elles, vers d'autres réalités moins rutilantes que les belles carrosseries chères au secteur. 44% des

garages de la province, faut-il le souligner, étaient déjà en perte en 2012, montrant que les signaux que nous avions relevés et les différents appels des tenants du secteur n'étaient que partie de cette réalité de terrain. Parmi d'autres, le secteur des garages méritait donc qu'on s'y intéresse, ce qui a été fait. Evidemment, on ne peut analyser que les situations connues. Exit ainsi les indépendants garagistes en personne physique, il ne nous a été possible d'étudier que les seules données financières des garages personnes morales de la province de Luxembourg, un secteur qui englobe la vente de véhicules neufs et d'occasion ainsi que l'entretien et la réparation, ceci concernant tous les véhicules à l'exception des poids lourds.

### Analyse du degré d'indépendance financière médian

Ce ratio est, on le sait, obtenu en divisant les fonds propres par le total du passif. Le degré d'indépendance financière nous informe quant à la capacité de l'entreprise à faire face à l'ensemble de ses engagements à court et long termes. En l'espèce, en 2014, la solvabilité médiane luxembourgeoise s'élevait à 24 %, ce qui est largement

inférieur à la même donnée à l'échelle nationale qui était alors de 36 % ! Là, déjà, on remarque une moins bonne tenue des professionnels provinciaux, qui fait apparaître deux situations diamétralement opposées. En approfondissant l'analyse, nous remarquons qu'en 2014 plus de 40 % des garages de la province ont une solvabilité supérieure à 30 %, ce qui est une bonne chose. Mais, en contrepartie, il appa-

raît aussi, que sur la même période, 15 % des garages ont enregistré une solvabilité... négative ! En d'autres termes, ces derniers avaient davantage de dettes que d'actifs. Ce qui est plus inquiétant encore, c'est que ce phénomène n'est pas neuf puisque le pourcentage augmente avec régularité depuis plusieurs années : on est passé de 10 à 15 % des garages en quatre ans !

### Pas mieux pour le ratio de liquidités, aussi appelé quick ratio médian

Pour calculer le quick ratio (aussi appelé acid test ratio, ndlr), on divise les actifs circulants auxquels on soustrait les stocks par les dettes à court terme. En ressort un ratio de liquidité au sens strict dans le sens où il élimine les éléments les moins liquides que sont justement les stocks. Et là, surprise, les garages de la province se comportent quasi comme ceux du reste du pays. En 2014, la médiane au niveau national pour le secteur des garages était de 0,67, alors qu'au niveau provincial, elle tournait autour des 0,69 ! Ce qui veut dire que la situation des garages de la province, sur base de ce ratio, est quasi similaire aux garages du reste du pays. Nous noterons quand même, par ailleurs, que les stocks représentent, pour les garages de la province, 42,5 % de l'actif circulant en 2014 (46 % en 2011). Malgré la légère amélioration entre 2013 et 2014 (liée à la diminution de la dépendance vis-à-vis du stock), le ratio est globalement mauvais. Cela s'explique par le fait que le pourcentage que représente le stock reste toujours fort important.

### Le chiffre d'affaires médian augmente... faiblement !

Le chiffre d'affaires médian luxembourgeois a augmenté de 5 % en 2014 ! Ceci est évidemment une bonne nouvelle, sauf qu'il avait jusque-là largement chuté : 13 % en 2013 ! On précisera ici que le chiffre d'affaires en question n'est connu que pour les 32 plus gros garages qui sont tenus de le publier, mais n'est-ce pas justement une donnée importante ? Pour infor-

mation, le chiffre d'affaires médian des garages de la province (ceux qui le publient, ndlr) s'élevait à 2.391.000 euros en 2014 contre le double - soit 4.724.000 euros - au niveau national.

### Quid de la marge brute d'exploitation médiane

La marge brute provinciale - c'est-à-dire le chiffre publié pour tous les garages est égal au chiffre d'affaires duquel on soustrait les achats et les services et biens divers - a augmenté de 6 % en 2014... après avoir diminué de 3 % en 2013 ! Concrètement, elle passe donc de 124.000 à 132.000 euros entre 2013 et 2014. Ici, si la tendance est globalement à la hausse, on voit cependant que 27 % des garages affichent une diminution de la marge brute de 15 % (au moins) en 2014, contre 25 % en 2013. Nous en déduisons donc naturellement que certains garages ne sortent pas de la spirale négative.

### Effets des chiffres sur l'emploi

Aïe, aïe, aïe, les informations que nous avons analysées quant à l'emploi dans les garages ne sont pas terribles. En se penchant sur les données qui concernent l'évolution des effectifs, il apparaît que le nombre d'équivalents temps plein moyen par garage en Luxembourg belge est en diminution sensible depuis deux ans, soit entre 2012 et 2014. On passe (en moyenne) de 8,20 à 7,76 ETP. La valeur médiane est d'autant plus importante, comme vous allez le voir, culminant à un petit 4,2 ETP en 2014 (contre 4,4 deux ans plus tôt) ! Les quelques gros garages influencent donc fortement le nombre d'équivalents temps plein à la hausse.

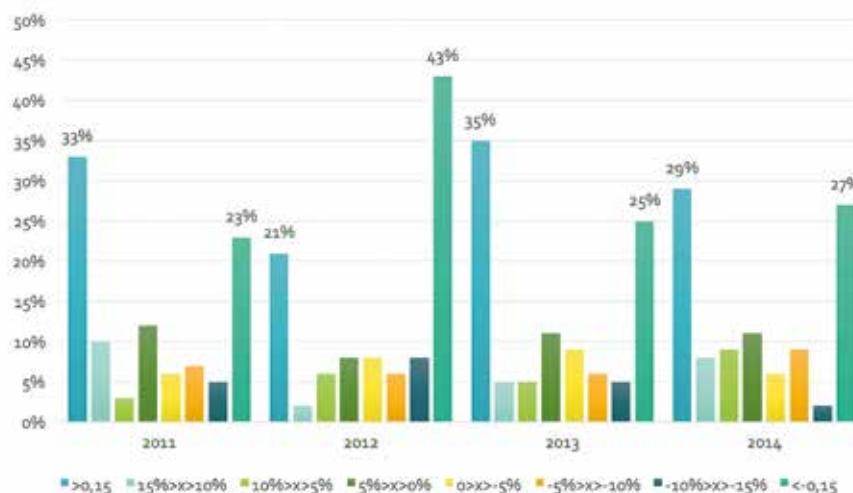
### Cela a-t-il eu des effets sur la santé des garages ?

Pour répondre à cette question, nous avons analysé les frais de personnel par rapport à la valeur ajoutée, le but de ce ratio étant clairement de montrer la part de la marge brute qui part dans le paiement des salaires. On remarque sans surprise un léger mieux, ce qui est compréhensible puisque le nombre d'ETP a globalement diminué. Pour 2013 et 2014, les frais de personnel médians représentaient, dans la province, 66 % de la marge brute contre 68 % encore en 2012 ! Sur l'ensemble du pays, nous précisons que les frais de personnel médians représentaient 65,80 % de la marge brute en 2014, soit un chiffre quasi équivalent à celui de la province. Nous constatons donc une tendance à la baisse en termes de frais de personnel par rapport à la valeur ajoutée. Cela étant, la situation n'est pas rose pour autant. En revenant aux données provinciales, on notera, in fine, que si la tendance est à la baisse au niveau des frais de personnel en 2014, plus de 5 % des garages enregistrent encore des frais de personnel supérieurs à leur marge brute, continuant à payer leur personnel plus cher que ce que celui-ci ne rapporte ! Mauvais, très mauvais ça !

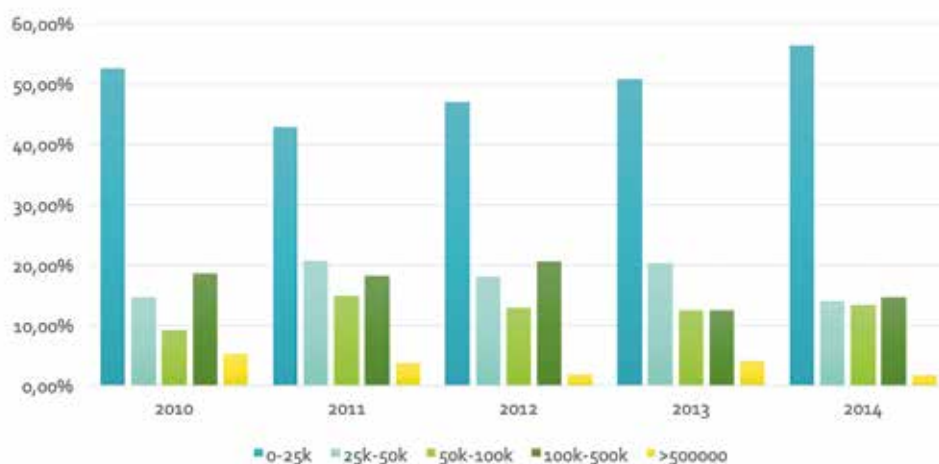
### La confiance est-elle entachée ?

Ben oui, évidemment. Certes, il y a un peu de reprise, mais on est encore loin, très loin, de la santé affichée il y a cinq ans à peine. En moyenne, les investissements dans le secteur des garages avaient fortement diminué jusqu'en 2013, passant de 108.000 à 78.000 euros entre 2010 et 2013. Du coup, la petite embellie de 2014 passe pour roupie de sanzonnet, avec une moyenne d'investissements qui s'élève à un petit 88.000 euros. Mais attention à l'arbre qui cache la forêt ! Seuls quelques gros garages ont procédé à des investissements assez conséquents, tirant inévitablement - la moyenne à la hausse ces trois dernières années, le nombre de très gros investissements (supérieurs à 500.000 euros, ndlr) étant cependant en nette diminution. Pour rappel, en 2010, ces «gros» investissements concernaient quand même 8 garages de la province contre 3 seulement en 2014 ! Maintenant, en raisonnant sur un échantillon précisément réduit, il faut quand même tempérer un peu les conclusions en admettant que l'on ne peut chaque année consentir des investissements énormes, indépendamment même des implications fi-

PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT UNE CROISSANCE > 0 OU < 0 DE LA MARGE BRUTE D'EXPLOITATION SUR 1 AN



## PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT PROCÉDÉ À DES INVESTISSEMENTS DE...



nancières. Globalement, nous remarquons cependant une diminution du taux d'investissement pour les garages entre 2011 et 2013, une réalité qui paraît vouloir un peu changer dès 2014, le taux repartant à la hausse (16 % en 2011, 13 % en 2012, 11 % en 2013 et 13 % en 2014). Du coup, même si la confiance est clairement entachée depuis trois ou quatre exercices, on sent une légère dynamique de reprise des investissements. Dans le secteur, celle-ci est cependant souvent poussée par les marques plutôt que par les patrons eux-mêmes.

#### Et le bénéfice médian provincial (toujours faible) augmente...

Le bénéfice net médian national dans le secteur des garages était de 22.473 euros en 2014... pour seulement 6.683 euros en Luxembourg belge. Quand on sait qu'il était encore de 4.558 euros en 2013, on se dit qu'il y a un mieux, malgré une différence notoire. Cette grosse différence nous montre, en tout cas, que c'est surtout la taille des infrastructures qui nous différencie du reste du pays. Chez nous, les garages sont, à quelques exceptions près, essentiellement de

petites structures. Il en découle naturellement que le bénéfice moyen des garages de la province revient majoritairement à quelques-uns, même si les bénéficiaires, tant moyens que médians, sont en augmentation en 2013. Après deux années consécutives de baisse, nous enregistrons quand même une certaine reprise en 2014 pour les garages de la province. Si 44 % étaient en perte en 2012, ils ne sont « plus » que 37 % en 2014 (39 % en 2013).

> Après 2 années consécutives de baisse, nous constatons une certaine reprise en 2014 pour les garages de la province.

> En 2012, 44 % des garages de la province étaient en perte. Ce pourcentage passe à 39 % en 2013 et à 37 % en 2014.

#### Et si l'on parlait cash-flow

Rappelons-le une nouvelle fois, ce ratio est la résultante du bénéfice de l'exercice majoré des amortissements au sens large. Au niveau national, le cash-flow médian est de 45.327 euros pour 2014, il n'est malheureusement - mais c'est normal au vu de ce qui vient d'être dit quant au secteur et ses acteurs - que de 33.387 euros au niveau provincial. De manière générale, nous remarquons toutefois une tendance à la hausse à partir de 2013. Le cash-flow médian pour la province était de 27.345 euros en 2012, il est reparti à la hausse en 2013 pour atteindre 31.698 euros et 33.387 euros en 2014. Côté cash-flow négatif, il y a à aussi du mieux puisque l'on passe de 22 à 14 %

d'entreprises du secteur en cash-flow négatif à partir de 2014.

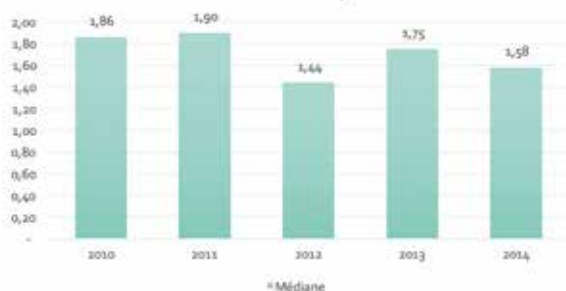
Si les cash flows se reprennent, ils restent cependant toujours encore insuffisants dans bien des cas. Dans la province, en 2014, 31 % des garages avaient une couverture des dettes à plus d'un an échéant dans l'année par le cash-flow <1. Ils n'avaient donc pas assez de cash-flow pour rembourser leurs dettes à échéance.

En moyenne, les garages de la province sont capables d'honorer 1,58 fois leurs dettes à échéance pour l'année 2014 contre 2,12 fois au niveau national !

#### Qu'en conclure pour les garages de la province ?

Si on peut se réjouir sur certains points, il faut rester conscient que la bataille est loin d'être gagnée pour une série de combattants du secteur. Non, tous les acteurs ne jouent pas ici non plus les premiers rôles. Certes, certains s'en sortent bien, voire même très bien s'agissant des premiers de la classe, mais une fois de plus il ne faut pas applaudir toute la chorale parce que trois ou quatre ténors ont bien chanté ! Au terme de cette analyse que nous avons voulue approfondie et honnête, mais dont nous taisons volontairement les noms, il semble clairement que la tendance soit à une certaine reprise ! Plusieurs indicateurs sont ainsi au vert, comme par exemple les investissements, la marge brute d'exploitation ou encore les bénéfices. Mais cela ne doit en rien induire les acteurs à relâcher leur extrême vigilance. On se doit de le dire, une partie importante des garages souffre encore et toujours. Tirailés par leur(s) propre(s) marque(s), agressés par la concurrence, isolés sur leur(s) territoire(s), moins bien équipés, dotés de stocks plus faibles... bref affaiblis, certains risquent tout bonnement de disparaître ! En 2014, à l'échelle provinciale, on notera notamment que 15 % des garages avaient encore des fonds propres négatifs (plus de dettes que d'actifs), que 5 % enregistraient des frais de personnel supérieurs à la marge brute (le patron devant y aller de sa poche pour assurer la stabilité financière) et que 37 % étaient carrément en perte (près de 4 sur 10 !), alors que 14 % faisaient état d'un cash-flow négatif. Sur base de tous ces constats, nous pouvons conclure en disant que si certains indicateurs nous montrent des signaux de reprise, ceux-ci ne concernent pas tout le secteur, loin de là ! ■

#### Evolution de la couverture des dettes à + d'1 an échéant dans l'année par le cash-flow





## SANTÉ DES ENTREPRISES : L'AVIS DE LA DIRECTRICE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

**« On ne peut pas parler d'embellie... je dirais plutôt que les signes positifs se multiplient ! »**

Le dossier Santé financière des entreprises est devenu un rendez-vous qui confère à la Chambre de commerce un vrai statut d'analyste financier en Luxembourg belge. Pas question en rencontrant les conseillers maison d'espérer des financements, ce n'est ni notre rôle, ni notre métier, par contre n'hésitez pas à franchir le pas pour approfondir votre réalité chiffres à la clé. Sachez d'ailleurs qu'à la Chambre, le conseil va primer sur tout le reste, au terme d'un rendez-vous où il sera question de vous, de vos chiffres, de votre bonne (ou moins bonne) tenue par rapport au secteur... Nous avons voulu donner la parole à Bernadette Thény, qui insiste au quotidien pour garantir aux entreprises de notre territoire une analyse concrète à l'appui de la maîtrise de chiffres globaux.

**Entreprendre : L'analyse annuelle faite par la Chambre de commerce est un sacré travail de recherche et d'analyse. Dites-nous, madame Thény, ce qui vous motive à réaliser une telle étude d'envergure...**

**Bernadette Thény :** Une Chambre de commerce est un partenaire neutre qui aide les entreprises à se positionner quant à leur stratégie. Qui mieux que nous pourrait donc, en toute confidentialité et neutralité, conseiller les patrons qui se lancent, qui se développent ou qui transmettent ?

**Entreprendre : Ce travail s'entend donc comme la suite logique de la stratégie d'appui aux entreprises ?**

**Bernadette Thény :** Comme la suite ou comme le commencement de la démarche ! Il

faut savoir que le Service d'accompagnement financier de la Chambre de commerce accompagne chaque année environ 300 entreprises différentes. Son rôle : aider les différents patrons à jeter un regard neutre sur leurs chiffres et sur leur(s) projet(s).

**Entreprendre : Ça, déjà, ce n'est ni si naturel, ni si simple, qu'on pourrait le supposer...**

**Bernadette Thény :** Non ! Pour un patron, s'il est relativement aisé de faire le point sur sa situation financière (et encore...), il est souvent bien moins évident de se positionner à l'échelle de son secteur. En réalisant ce type d'analyse, la Chambre de commerce se dote d'outils de premier ordre qui permettent d'éclairer au mieux les patrons. Nous pouvons ainsi, pour citer quelques exemples, comparer l'évolution du chiffre d'affaires d'une entreprise par rapport à l'évolution du chiffre d'affaires du secteur, voir la productivité d'un travailleur en regard de celle de la concurrence, comparer la rémunération moyenne dans l'entreprise par rapport à la rémunération du secteur, analyser l'évolution des taux d'investissements, des marges, des cash-flows... Tous ces indicateurs sont appréciés des patrons...

**Entreprendre : Dans les faits, y a-t-il, selon vous, des signes d'amélioration depuis un an ?**

**Bernadette Thény :** L'étude réalisée l'an dernier portait sur les chiffres de l'année 2013, nous poussant à titrer : « Santé financière des entreprises : une situation de plus en plus fragile ». Les chiffres 2014 sont (un peu) meilleurs. Ce n'est pas le grand bleu, mais plusieurs indicateurs sont clairement positifs. Des signes de tous ordres, en dehors du giron

Chambre de commerce, nous laissons d'ailleurs à penser que la spirale s'inverse doucement : légère croissance du PIB, diminution des faillites, baisse du taux de chômage...

**Entreprendre : Y compris chez nous ?**

**Bernadette Thény :** Au niveau de l'analyse effectuée sur base des chiffres de nos entreprises, plusieurs indicateurs vont également dans le bon sens, oui. Ce qui est vrai chez nous l'est aussi évidemment à l'échelle du pays. Pour ne citer que quelques exemples, on voit que les fonds propres médians augmentent dans 17 secteurs sur 26, que les investissements médians repartent à la hausse pour la première fois depuis 4 ans, que le nombre d'équivalents temps plein médian par entreprise est tout de même en hausse dans 54 % des secteurs étudiés... et aussi que le bénéfice affiché pour 2014 est globalement en hausse.

**Entreprendre : Des facteurs inquiétants demeurent quand même...**

**Bernadette Thény :** On ne va pas le cacher... La compétitivité de nos entreprises à l'échelon international est encore trop faible. Concrètement, selon Eurostat, en 2014, une heure de travail en Belgique coûtait en moyenne 39 euros à l'employeur, contre 36,9 au Grand-Duché de Luxembourg, 34,6 en France, 34 aux Pays-Bas, et seulement 31,4 euros en Allemagne, à deux pas de chez nous. Il faut le souligner aussi !

**Entreprendre : Il y a donc encore du pain sur la planche...**

**Bernadette Thény :** Bien sûr, c'est pour cela que j'hésite à parler d'embellie pour caractériser la santé financière de nos entre-

prises. Il faut être conscient que tout reste à faire. Le « tax shift » récemment décidé par le gouvernement va aider les entreprises en ce sens, leur permettant sans doute de regagner petit à petit en compétitivité. Mais ça ne se fera pas en deux coups de cuiller à pot ! En attendant, ce sont les patrons qui ont le plus souvent accusé le coup. En d'autres termes, ils ont maintenu leur personnel (qui coûtait chaque année un peu plus cher), malgré des marges très souvent sous pression. Résultat, la quote-part des frais de personnel en pourcentage de la marge brute a augmenté année après année => 62 % de la marge brute en 2014, contre 58 % en 2010 !

**Entreprendre : Quelques faits marquants pour certains secteurs ?**

**Bernadette Thény :** Oui, parmi les secteurs qui progressent, on peut citer le cas des maisons de repos. On y affiche des bénéfices et des cash-flows en hausse année après année. Notons cependant quand même que ce secteur a une quote-part de frais de personnel très importante, ce qui nécessite des structures de plus en plus lourdes (l'emploi médian y est ainsi passé de quelque 21 ETP par entreprise à 27 en l'espace de 5 ans). Du coup, même si dans l'absolu le secteur progresse, les petites structures sont souvent encore déficitaires (coûts fixes à répercuter sur trop peu de lits). Parmi les secteurs qui souffrent, on peut notamment citer les entreprises de travaux routiers qui ont vu une diminution des investissements des pouvoirs publics, ou encore le négoce en textile, qui connaît une concurrence de plus en plus rude, notamment celle venant du web... ■

## La reprise semble se confirmer... mais elle est encore ténue !

Ce travail est un exercice empirique que la Chambre de commerce et d'industrie réalise tous les ans depuis trois ans en essayant, sur base de données chiffrées, de comparer la province de Luxembourg avec le reste du pays. Pas simple comme exercice. Pas facile de trouver les chiffres, de les fouiller avec rigueur et d'en sortir les conclusions qui intéressent les patrons que vous êtes. Nous faisons de notre mieux, en perfectionnant chaque année notre méthodologie pour nous donner de meilleurs outils qui serviront durant toute l'année à mieux vous guider dans vos propres affaires. Sachez en tout cas, qu'au niveau national, comme à l'échelon provincial, la tendance montre une certaine reprise en 2014... mais qui reste tout de même prudente.

L'approche nationale nous enseigne qu'en 2014 les fonds propres augmentent dans 17 secteurs sur 26. Dans le même temps, les investissements médians augmentent pour atteindre 18.500 euros au lieu de 18.000€ (le taux d'investissement reste cependant en diminution à 13,4 % au lieu de 14,49 %). L'emploi médian augmente dans 54 % des secteurs (mais la quote-part des frais de personnel par rapport à la marge brute continue elle aussi d'augmenter: 62,04 % de la marge en 2014 contre 61,93 % en 2013 !). Le bénéfice médian augmente dans 20 secteurs sur 26.

Côté provincial, les chiffres montrent que nous suivons globalement la même tendance que le reste du pays. Remarquons quand même que certains secteurs ont connu une année 2014 difficile, le pourcentage d'entreprises en perte augmente de 38 % dans les commerces d'alimentation, de 37 % dans l'industrie du bois et de 31% dans les travaux publics routiers. Au niveau du cash-flow, 24 % des entreprises de jardinage dégageaient un cash-flow négatif en 2014, contre 13 % en 2013, 13 % des entreprises de travaux publics avaient un cash-flow négatif en 2014 contre 6 % en 2013 ! La reprise n'est donc pas présente partout, c'est le moins que l'on puisse écrire... mais en cette période un peu complexe il n'est pas mauvais pour la confiance de se réjouir quand les scores sont au moins meilleurs que ceux enregistrés un an plus tôt.

Vous souhaitez positionner votre entreprise par rapport à son secteur d'activité, au regard de tous les ratios qui ont été présentés ci-dessus, et tous les autres dont nous disposons également, n'hésitez pas à contacter le Service d'accompagnement financier de la Chambre de commerce qui propose un premier diagnostic gratuit ! ■

Plus d'infos concernant cette étude ou pour un premier diagnostic gratuit:  
Benoît Lescrenier - Tél.: 061 29 30 47 - [benoit.lescrenier@ccilb.be](mailto:benoit.lescrenier@ccilb.be)



**Benoît Lescrenier**  
Chargé de relations  
finances CCILB



**Quentin Hamal**  
Stagiaire ICHEC

### COLOPHON

Un dossier réalisé par la Chambre de commerce et d'industrie du Luxembourg belge avec l'aide de l'Europe et de la Wallonie

Editeur responsable : Bernadette Thény

Rédacteur en chef : Christophe Hay

Expert : Benoît Lescrenier

Ont collaboré à la rédaction et à l'étude : Quentin Hamal (Stagiaire ICHEC) et Benoît Lescrenier (CCI)





SAVOIR-FAIRE SAVOIR

# lux@venir

PORTEUR D'AVENIRS



IDELUX



Wallonie

Le Fonds européen de Développement Régional et la Région wallonne investissent dans notre avenir.